Alternatives

La solidarité en action

RAPPORT 2013-2014

MOT DU PRÉSIDENT/DG 3
LE PROGRAMME DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 4
LE PROGRAMME DE MOBILISATION 9
TRAVAILLER AVEC LES AUTRES 12
CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE DE SALARIÉS 13
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 14
COORDONNÉES 16

Alternatives est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice et l'équité au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Sa mission vise la mise en réseau, la promotion et le renforcement des mouvements populaires et sociaux qui luttent en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux.

Alternatives sait qu'un autre monde est possible par la construction de sociétés durables où les droits environnementaux, les droits démocratiques et la dignité des peuples sont respectés. Cette conviction repose sur l'engagement, l'expérience et les valeurs des membres d'Alternatives et des mouvements sociaux auxquels ils appartiennent.

En 2014, Alternatives célébrait ses 20 ans. Malgré les résultats positifs et fructueux de centaines d'initiatives dans plus de 35 pays, les dernières cinq années ont été parsemées de plusieurs défis, notamment financiers, conséquences de l'importante restructuration menée par le gouvernement canadien dans le secteur de la coopération internationale. En 2014, malgré les difficultés financières, Alternatives était au centre de la construction historique du processus du Forum social des peuples en partenariat avec de nombreux mouvements sociaux et alliés du Québec, du Canada anglais et des communautés autochtones.

MOT DU PRÉSIDENT/DG

Les défis des vingt ans d'Alternatives

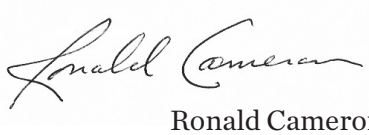
L'année qui s'achève est celle des vingt ans d'Alternatives. Au cours de son histoire, l'organisation a réalisé systématiquement des dizaines de projets avec des partenaires locaux dans plus de 35 pays. Plus d'un millier de stages ont été réalisés partout dans le monde. Non seulement la solidarité internationale s'est ainsi traduite par de telles réalisations, mais elle s'est aussi exprimée ici, dans des engagements citoyens et des actions concrètes de solidarité, en alliance avec des acteurs sociaux et des partenaires. Aujourd'hui, les défis devant lesquels Alternatives se trouve touche sa mission et ses moyens d'agir.

Au nom du conseil d'administration, je veux d'abord saluer le bilan impressionnant des activités effectuées au cours de la dernière année. Je veux en particulier souligner les résultats remarquables et le succès du Forum social des peuples, auquel Alternatives et d'autres organisations sociales ont contribué. Cette mobilisation a non seulement enregistré une participation remarquable, mais elle a aussi créé des convergences sur des enjeux cruciaux pour l'avenir des populations canadiennes, québécoises et des premières nations. Je veux aussi remercier chaleureusement les membres du conseil d'administration pour leur implication dans les réalisations de l'organisation.

La conjoncture sociale et politique, ici comme ailleurs dans le monde, ne laisse aucun doute sur l'importance de la mission et du travail d'Alternatives. Toutefois, tout indique que la prochaine période sera importante pour l'avenir de l'organisation. La situation politique au Canada et au Québec est faite de remises en question du rôle des organisations de la société civile. Elle exerce une pression énorme sur les capacités d'agir des organisations qui œuvrent en soutien du plein exercice de la citoyenneté et des droits des populations d'ici et d'ailleurs.

Dans un tel contexte de pressions accrues sur le statut d'organisme de bienfaisance de plusieurs groupes, Alternatives revendique la pleine reconnaissance du travail de renforcement des capacités d'agir des populations comme partie intégrante de son action de bienfaisance. Il s'agit là d'un enjeu de première importance pour la pérennité de l'action citoyenne d'Alternatives.

Je veux, en terminant, lancer un appel. Au cours de la prochaine période, Alternatives aura besoin de tout votre appui comme membre et comme partenaire, non seulement pour soutenir le droit de l'organisation de disposer des moyens d'agir et d'exister, mais aussi pour protéger son indépendance des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.



Ronald Cameron
Président d'Alternatives

LE PROGRAMME DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

CYBERSÉCURITÉ ET LIBERTÉ D'EXPRESSION DANS LA RÉGION MAGHREB/MASHREK

Dans les pays du Maghreb et du Machrek où Alternatives est actif en soutenant des centaines de partenaires depuis toujours, et comme ailleurs dans le monde, on utilise des techniques de surveillance des courriels et de l'activité Internet, le filtrage de contenu, les cyber-attaques dirigées contre des sites de groupes progresssites et l'interruption du service Internet pour limiter la liberté d'expression, manipuler l'information et contenir la dissidence politique. D'autre part, les gouvernements redoublent d'efforts pour introduire des lois et des pratiques qui leur permettent d'exercer un contrôle accru sur les populations. Ces nouvelles mesures de régulation et de surveillance s'inscrivent dans le cadre d'une initiative plus vaste qui vise à réprimer la contestation sociale pacifique. L'obsession sécuritaire, appuyée par une entreprise de surveillance de masse, onéreuse et complexe, justifie partout la violation des droits de la personne et le rétrécissement du champ des libertés civiques.

Avec le soutien de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) de la Commission européenne, Alternatives et ses partenaires ont entrepris en 2014 de mette en œuvre une initiative pour appuyer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, à la liberté d'association, au droit à l'anonymat et au droit d'accès à l'information sur l'Internet dans la région du Maghreb et du Machrek.

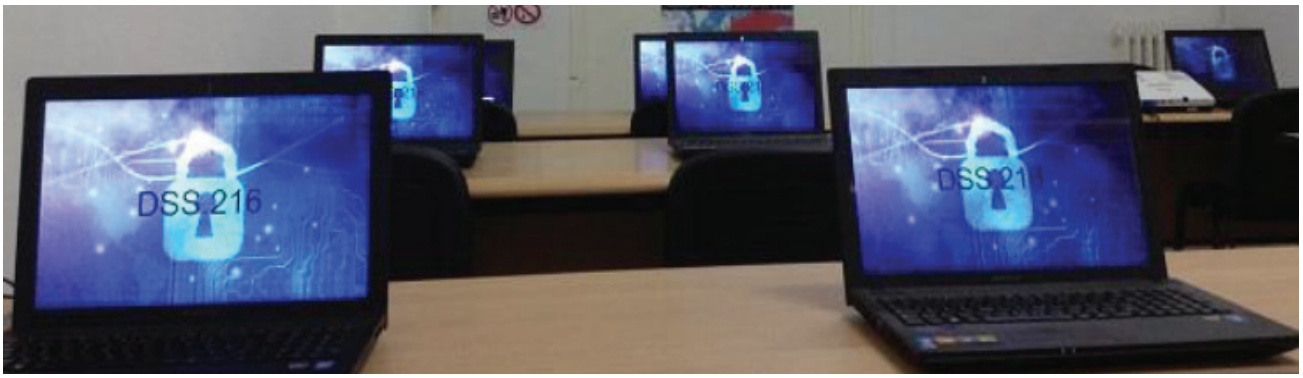
Installé à Tunis, le centre DSS216 offre aux défenseurs des droits de la personne, aux journalistes et blogueurs ainsi qu'aux organisations de la société civile de la région une formation et des outils pour renforcer leur sécurité en ligne, apprendre à contourner la censure, mais aussi mieux comprendre et articuler les liens qui existent entre les droits numériques, la liberté d'expression et la liberté d'association. Au moyen du processus d'examen période universel (EPU) du Conseil des droits de l'Homme, par ailleurs, les partenaires et les autres participants au projet peuvent exercer une pression sur les États ciblés en vue d'améliorer les droits relatifs à l'Internet.

Le programme comprend donc trois principales composantes :

- L'établissement du centre DSS216 à Tunis pour former et outiller les défenseurs des droits de la personne, les journalistes et blogueurs et les organisations de la société civile dans le domaine de la cybersécurité. Le centre inclut des activités de formation, des ressources, un soutien technique et un fonds d'urgence.
- Le déploiement d'une formation sur les droits relatifs à l'Internet, la liberté d'expression et la liberté d'association.
- La consolidation d'un plaidoyer national, régional et international sur les droits relatifs à l'Internet, la liberté d'expression et la liberté d'association dans la région du Maghreb et du Machrek.

La première phase du programme accorde la priorité aux défenseurs des droits de la personne de l'Égypte, de l'Irak, de la Palestine, de la Tunisie, du Soudan et de la Syrie.

Le projet est réalisé en partenariat avec plusieurs organisations du Nord et du Sud, notamment l'Association pour le progrès dans les communications (APC/Afrique du Sud), le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES/Tunisie), le National Association for Defence of the Rights of People (NADRP/Irak), le Teacher Creativity Centre (TCC/Palestine), Equalit.ie (Canada) et le Iraqi Civil Society Solidarity Initiative (ICSSI), un réseau initié par Un Ponte Per (UPP/Italie). Deux organisations du Soudan sont aussi partenaires.



SOUTIEN À L'ACTION SYNDICALE EN AMÉRIQUE CENTRALE

Depuis 2009, Alternatives travaille au renforcement des capacités institutionnelles, du rayonnement et du plaidoyer de deux centrales syndicales mésoaméricaines, la Confederación Unitaria de Trabajadores du Honduras (CUTH) et la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) du Nicaragua.

Financé par le Ministère des relations internationales du Québec, ce projet soutient l'action syndicale dans ses efforts d'améliorer le cadre juridique et normatif du droit du travail et de protéger les travailleurs et travailleuses, notamment les femmes, qui œuvrent dans le secteur de l'industrie des maquiladores, principalement du secteur textile. En Amérique centrale, l'industrie des maquiladoras, principalement du secteur textile, génère près du quart de l'emploi de la région. La maquiladora, ou son abbréviation, maquila, est une filiale de sous-traitance multinationale qui, en bénéficiant d'incitatifs et d'exonérations, peut produire à plus faible coût des marchandises assemblées, transformées ou élaborées à partir de composants importés.

Faisant converger l'expertise syndicale et la solidarité internationale, ce projet est mené en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), et avec la collaboration de la Central de Unica dos trabahadores (CUT) du Brésil, de l'Organisation syndicale du Pays basque (ELA) et de la Centrale syndicale des Amériques (CSA).

La seconde phase a été amorcée au mois de septembre 2013 et vise à renforcer la participation des jeunes et des femmes dans l'organisation syndicale.

AGRICULTURE URBAINE AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

Depuis 2003, dans le cadre de son programme d'agriculture urbaine, Alternatives encourage l'implication citoyenne dans l'environnement urbain, anime des réunions et des ateliers et développe des outils pédagogiques sur les nouvelles façons d'interagir avec le cadre bâti, l'environnement urbain et le cycle alimentaire, rendre la ville plus verte et les communautés plus en santé.

Au cours des dix dernières années, Alternatives a participé au développement d'une quarantaine d'initiatives en agriculture urbaine, notamment au Québec, en Haïti, au Mali, au Cameroun, à Cuba et au Mexique. Aujourd'hui, ces initiatives évoluent de façon autonome et sont devenues des références dans le secteur. Alternatives s'est mérité la plus haute distinction environnementale du Québec, soit le Phénix de l'environnement et le Prix national de design urbain 2008 pour son projet réalisé avec le Minimum Cost Housing Group (Université McGill) et le Santropol Roulant.

Alternatives est un membre fondateur du Groupe de travail en agriculture urbaine qui a obtenu pour la première fois une consultation publique par droit d'initiative (Prix du maire de Montréal en démocratie, 2012). Suite à ces pétitions et discussions citoyennes , la ville a créé un Comité permanent en Agriculture urbaine qui se penche sur divers piste de développement de l'activité sur le territoire de Montréal. Alternatives et le GTAU siège sur de comité et tente d'y traduire les besoins des centaines de citoyens jardiniers qu'ils côtoient.

Chaque année Alternatives offre une série d'ateliers d'éducation populaire à plus de 300 personnes de tout âge et provenance. Nous sommes présents en milieu scolaire et communautaire et fournissons aussi à des entreprises des ateliers adaptés à leurs projets. Afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyens, Alternatives multiplie ses activités de sensibilisation et d'éducation et participe à de nombreux évènements en environnement.

L'ANTI DÉVELOPPEMENT DES MINIÈRES CANADIENNES EN AMÉRIQUE LATINE

Toujours en Amérique centrale, le Ministère des relations internationales du Québec approuvait en juin 2014 le lancement pour trois années d'un nouveau programme de soutien aux communautés en lutte contre les projets d'exploitation minière. Le programme permettra de renforcer les droits des communautés touchées par les industries minières au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador. Dans un premier temps, ce programme soutient le travail des organisations de la région afin de réformer les codes miniers nationaux, améliorer la réglementation des entreprises transnationales et protéger les droits des femmes et des hommes dont la vie est touchée par les activités minières. De plus, il fournira un appui direct aux communautés affectées sous forme de ressources financières, techniques et matérielles et facilitera leur accès aux mécanismes de justice.

Le but ultime du projet est de renforcer le respect des droits de la personne dans les communautés touchées par les activités extractives au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador. Plus spécifiquement, le projet visera à :

- Renforcer le plaidoyer pour les droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux des femmes et des hommes touchés par les industries extractives.
- Élargir la participation et l'influence des populations ciblées dans la gestion de leurs ressources et le développement social et économique de la région.

MOBILISER LES JEUNES

Depuis sa création en 1994, Alternatives forme et sensibilise des jeunes stagiaires à la solidarité internationale, la participation citoyenne, les communications sociales et la saine gestion de l'environnement.

En 2013-2014 dans le cadre du programme Québec sans frontières, Alternatives envoie trois groupes au Cameroun, en Équateur et au Nicaragua Le premier appuie le développement de l'agriculture urbaine à Yaoundé auprès de notre partenaire camerounais Protège QV ; le second réalise des documentaires vidéo avec des jeunes de la ville de Portoviejo, auprès de l'organisation équatorienne l'Association Cristiana de Jovenes (ACJ) et le troisième dans la ville de Jinotepe au Nicaragua afin de former les travailleurs et travailleuses de la Central Sandinista (CST) en techniques audiovisuelles pour mieux réaliser des activités de plaidoyer afin de défendre leurs droits. Cet dernier stage a été réalisée avec la coopération de la CSN.

À l'automne 2014, le volet réciprocité du programme permettra à une jeune stagiaire équatorienne de l'association de réaliser un stage auprès des YMCA du Québec et d'Alternatives. Puis, en 2015, deux jeunes volontaires camerounais effectueront un stage en agriculture urbaine auprès d'Alternatives.

Pendant la même période, le programme de stage de l'Université d'Ottawa permet d'envoyer des stagiaires au Brésil, au Cameroun, en Inde, en Palestine, en Tunisie et en Italie afin d'appuyer le travail des partenaires d'Alternatives.

LE PROGRAMME DE MOBILISATION

LE FORUM SOCIAL DES PEUPLES

6000 personnes issues des mouvements sociaux, citoyens et autochtones du Québec et du Canada se sont rassemblées du 21 au 24 aout 2014 pour le Forum social des peuples (FSP) à Ottawa. L'activité se voulait la conclusion d'un processus entamé près de 30 mois plus tôt par Alternatives et principalement les groupes du Québec. L'objectif était de réseauter et d'échanger sur les solutions aux politiques d'austérité et surtout de construire des stratégies collectives visant notamment un changement de gouvernement aux élections fédérales de 2015. Cette rencontre a permis d'aboutir à un appel immédiat à l'action ainsi qu'à la définition de plusieurs actions sur les thèmes principaux du FSP. Alternatives a pu jouer un rôle significatif global important tout au long du processus, proposant notamment un processus axé sur la convergence des luttes de façon à obtenir de réels résultats au niveau du renforcement attendu du mouvement social au Canada.

Trois principales alliances sont ressorties du lot : syndicales, environnementales et autochtones.

Au sein du milieu syndical, Alternatives avait notamment fortement encouragé la création d'un caucus syndical au sein du processus du FSP de façon à encourager une collaboration entre les syndicats canadiens et québécois dans l'optique de lutter contre l'austérité et le démantèlement de l'État social.

Au niveau environnemental, Alternatives a soutenu le démarrage de l'Assemblée contre les changements climatiques au sein du FSP par une première rencontre tenue à Montréal en juin 2014. La particularité de l'exercice demeure l'inclusivité mise de l'avant tout au long du processus avec l'objectif non seulement d'associer les autochtones et les environnementalistes dans le travail d'opposition au développement de l'industrie extractives, notamment des sables bitumineux albertains, mais surtout, d'y associer le

mouvement social traditionnellement non centré sur les enjeux climatiques. Une rencontre de suivi de cette assemblée est en préparation. Alternatives considère que la lutte contre les hydrocarbures et pour la justice climatique peut rallier tous les mouvements. Non seulement nous croyons que les autochtones ont un rôle de premier plan à jouer dans la convergence des luttes, mais qu'ils doivent occuper un rôle de premier plan.

Notons qu'Alternatives a aussi joué un rôle de premier plan dans la mise en place de l'Assemblée des mouvements sur la Palestine qui a notamment appelé à l'adoption large de la campagne palestinienne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

LES MÉDIAS D'ALTERNATIVES

Pendant l'année 2013-2014, grâce au travail d'une vingtaine de bénévoles issus de sa base militante, Alternatives continue de publier mensuellement le Journal des Alternatives (JdA), en français, et le Alternatives International Journal (AIJ), en anglais. Chacune de ces publications est diffusée à plus de dix mille abonnés.

Le 4 septembre 2013, Alternatives lançait la Solidarité en action, une nouvelle émission d'affaires publiques mensuelle sur les ondes de CIBL 101,5 FM. La magazine est maintenu pour une deuxième année.

En 2013-2014, Alternatives a maintenu sa page mensuelle dans le quotidien Le Devoir. Tour à tour, nous y avons parlé de solidarité internationale, d'extractivisme, de la Palestine, de l'économie verte, de la mobilisation pour le Forum social des peuples, etc....

AQOCI: PARTENAIRES SOLIDAIRES POUR L'AQSI

Jadis chef de file, aujourd'hui, avec les coupures à l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI), le Canada fait pauvre figure sur la scène de la coopération internationale. Afin de relancer son partenariat avec l'ACDI, un partenariat fondé sur le dialogue et le respect de l'autonomie de chaque organisme, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses 65 membres ont lancé la campagne Partenaires solidaires.

Parallèlement à cette campagne, les membres de l'AQOCI et le Ministère des relations international du Québec ont amorcé une réflexion sur la création éventuelle d'une Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Ce nouvelle agence permettrait de pallier les insuffisances de l'ACDI et surtout permettre aux organismes québécois de mener leur travail de solidarité dans le respect de la Déclaration du Québec de 2007, qui intègre une Charte de principes pour un développement solidaire et une Charte de principes sur les droits humains et le développement.

SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS

Alternatives a maintenu ses services d'aide à l'emploi aux immigrants et aux nouveaux arrivants de toutes origines. Ces services ont pour objectif de faciliter la transition vers l'emploi, de les aider à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail québécois, de leur permettre d'acquérir des expériences de travail et de faciliter l'accessibilité et l'utilisation des services collectifs en ce domaine.

Alternatives offre à la fois des services individualisés et des services collectifs de formation. Tous ces services sont gratuits et sont offerts en français, en anglais et en arabe.

TRAVAILLER AVEC LES AUTRES

Avec chaque nouveau projet et chaque nouvelle campagne, chaque nouveau membre, stagiaire ou bénévole, nous sommes de plus en plus persuadés qu'ensemble, les citoyens engagés peuvent construire des sociétés durables. C'est pourquoi nous vous invitons à « *La solidarité en action !* ».

Alternatives à Montréal est membre de la fédération Alternatives International, du Conseil International du Forum social mondial, de l'Association pour le progrès dans les communications, de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, de la Concertation pour Haïti, de Food Secure Canada, du Réseau pour un commerce juste, du Réseau québécois sur l'intégration continentale, du Réseau québécois des groupes écologistes, de la Coalition pour la Justice et la paix en Palestine, des coalitions Pas de démocratie sans voix ! et Voices-Voix, du Mouvement vigilance énergie, de la Coalition pour la souveraineté alimentaire et du Regroupement des jardins collectifs du Québec et de la Coalition meilleure mine

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉQUIPE DE SALARIÉS

Ronald Cameron (Président du Conseil)

Michèle St-Denis (membre du Conseil exécutif)

Thérèse Guay (membre du Conseil exécutif)

Les autres administrateur-es sont :
Susan Caldwell, Sonia Djelidi, Nathalie Guay, Guillaume Hébert, Marie Auer Labonté, Thomas Lebel, Hamouda Soubhi (AlterInter), Louise Vandelac.

ÉQUIPE DE SALARIÉS :

Michel Lambert (Directeur général)

Marcela Escribano (Amériques et Jeunesse)

Gaelle Janvier (Systèmes alimentaires)

Nairi Khandjan (Communications)

Jimmy Linch (Levée de fonds)

Feroz Mehdi (Maghreb/Asie et Alternatives International)

Yasmina Moudda (Administration)

Khadija Mounib : (Immigration et employabilité)

Catherine Pappas (Nouvelles initiatives)

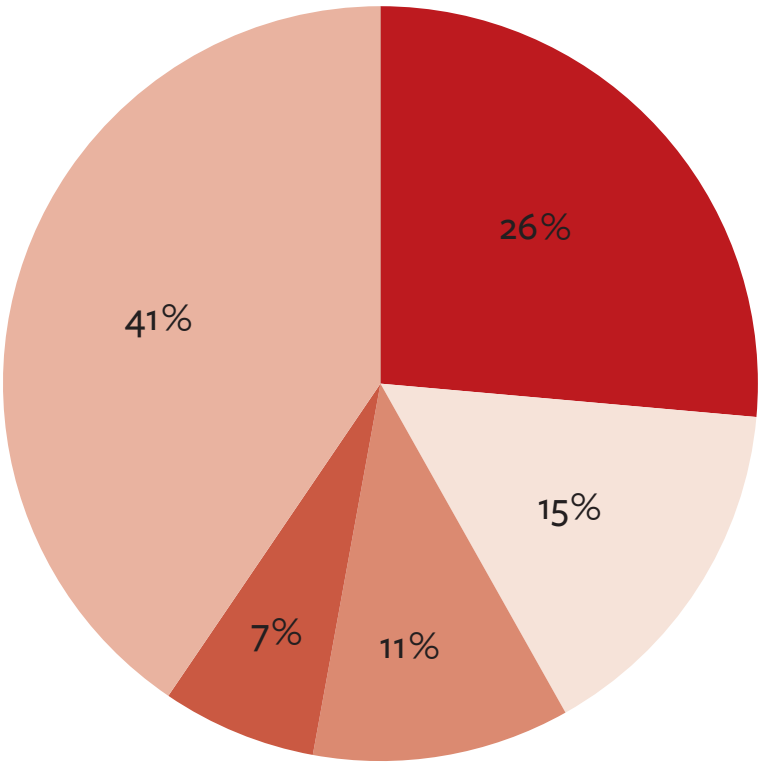
Roger Rashi (Mobilisations et justice climatique)

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

ÉTATS FINANCIERS

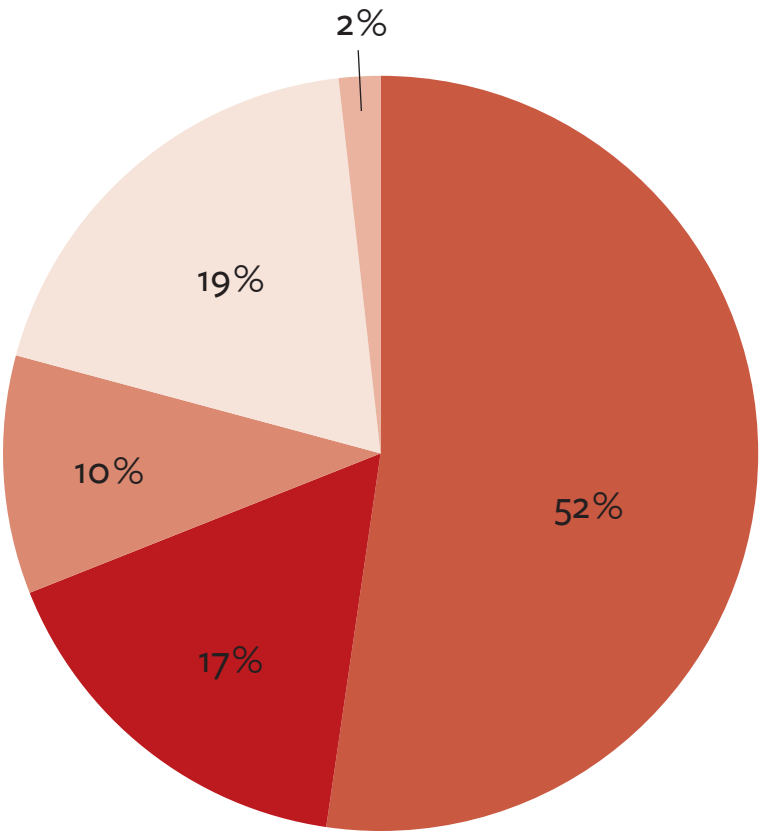
BILAN	2014	2013
ACTIF		
Actif à court terme	1 390 449 $	892 523 $
Immobilisations	468 341 $	481 522 $
	1 858 790 $	1 374 045 $
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme	954 893 $	466 811 $
Dette à long terme	—	—
Actif Net	903 897 $	907 234 $
	1 858 790 $	1 374 045 $

ÉTAT DES RÉSULTATS		
PRODUITS		
Gouvernement fédéral (Canada)	—	293 382 $
Gouvernement provincial (Québec)	376 244 $	395 550 $
Gouvernement Européen	219 903 $	581 302 $
Contributions syndicales	157 069 $	79 718 $
Contributions non gouvernementales	94 434 $	91 961 $
Autofinancement	576 988 $	617 899 $
TOTAL	1 424 638 $	2 059 812 $
CHARGES		
Programme international	746 853 $	1 305 034 $
Programme national	238 200 $	280 779 $
Programme d'autofinancement	145 647 $	186 366 $
Frais généraux	271 869 $	276 755 $
Amortissement des immobilisations	25 406 $	25 906 $
TOTAL	1 427 975 $	2 074 840 $
Excédent des produits sur les charges	-3 337 $	-15 028 $



PRODUITS

- 26% Gouvernement Provincial (Québec)
- 15% Gouvernement européen
- 11% Contributions syndicales
- 7% Contributions non gouvernementales
- 41% Autofinancement



CHARGES

- 2% Amortissement des immobilisations
- 52% Programme international
- 17% Programme national
- 10% Programme d'autofinancement
- 19% Frais généraux

COORDONNÉES

Alternatives
3720, Avenue du Parc, bureau 300
Montréal, QC, H2X 2J1, Canada

Téléphone : 514-982-6606
Sans frais: 1-800-982-6646
Télécopieur : 514-982-6122

sur le web:
www.alternatives.ca

facebook.com/
alternativesMTL

sur twitter:
@alternativesMTL

youtube.com/
alternativesNGO